

Bonne et heureuse année 2018

Lettre de la KOZAH

N° 153 du 05 / 01 / 2018

Prix 250 F CFA

Hebdomadaire Togolais d'informations, d'analyses et de publicités

MESSAGE DE NOUVEL AN DU PRESIDENT FAURE GNASSINGBE À LA NATION



“Le dialogue doit rester la voie privilégiée de résolution des désaccords” P.3

MARCHES SUCCESSIVES ET REVENDICATIONS INCOHERENTES

La coalition de l'opposition sur une pente glissante P.4



Jean Pierre Fabre, Chef de file de l'opposition

AHMADIYYA DU TOGO P.6

La 10ème Jalsa Salana tenue à Atakpamé



REFORMES ECONOMIQUES DANS L'ESPACE UEMOA

Le Togo enregistre un taux de 62% de mise en œuvre P.5

COMPETITIONS INTERNATIONALES

2018, une année très sportive P.7



Le Brésilien Neymar

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU TOGO

L'ANCE-Togo tire la sonnette d'alarme P.2

CIRCULATION DES PRODUITS CHIMIQUES AU TOGO

L'ANIAC-Togo pour assurer la traçabilité

Edoh

A dose respectable les produits chimiques contribuent au bien-être des populations puisqu'ils sont usités dans la pharmacie, le cosmétique, l'agriculture. Mais ils sont aussi de potentiels armes susceptibles d'être utilisées à des fins destructrices par des individus mal intentionnés. Aussi, un accident est-il vite survenu du fait d'une manipulation malencontreuse de ces produits dont la dangerosité est certaine. Les souvenirs de l'accident chimique survenu dans la nuit du 03 décembre 1984 à Bhopal en Inde prouvent avec vivacité la nécessité pour les Etats de prendre les mesures adéquates pour empêcher la survenance de telle catastrophe.

L'Autorité Nationale pour l'Interdiction des Ar-

mes Chimiques au Togo (ANIAC-Togo) inauguré le 29 septembre passé à Lomé par le gouvernement répond à cette démarche. La jeune institution a fait une sortie médiatique le 19 décembre 2017 à son siège. Il s'agissait lors de cette conférence de presse pour les responsables de l'ANIAC-Togo de communiquer sur les activités que la structure entend mener dans l'exercice de sa mission d'assurer la traçabilité et de contrôle de la circulation des produits chimiques qui entrent sur le territoire togolais. En s'appuyant sur les médias, l'ANIAC-Togo démarre ainsi les sensibilisations afin d'attirer l'attention sur la mauvaise utilisation des produits. Une étape préalable aux descentes sur le terrain pour lutter contre la circulation illicite des produits chimi-

ques. Le rôle de l'ANIAC-Togo n'est pas d'interdire la circulation ou la commercialisation des produits chimiques, a précisé le Professeur Bruno Boyodé Pakoupati, président de l'institution.

Mais d'instaurer un partenariat avec les sociétés importatrices ou utilisatrices. Il est alors demandé à toutes les entités commerciales et toutes celles qui traitent des produits chimiques concernés par la Convention ou des produits chimiques organiques de fournir à l'Autorité nationale des informations sur leurs activités chimiques sous forme de déclarations, dans l'optique de recevoir en cas de besoin une mission d'inspection. « En acceptant ces visites et inspections, une entreprise peut se prémunir des accusations non fondées de sa participation à des



Table d'honneur lors de la conférence de presse

activités liées à des armes chimiques et démontrer sa conscience sociale envers le public, renforçant ainsi sa réputation et son profil humanitaire », a-t-il ajouté.

Le Togo fait partie des 192 nations membres de l'Organisation pour

l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC) qui veille à mettre un terme à la fabrication, au stockage, au transfert et à l'emploi d'armes chimiques afin de mettre le monde à l'abri de la menace des armes chimiques.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU TOGO

L'ANCE-Togo tire la sonnette d'alarme

Edoh

Chaque année, 1 000 milliards de dollars sont versés en pots-de-vin tandis que quelque 2 600 milliards de dollars, soit plus de 5 % du PIB mondial, sont détournés. Aussi la corruption est source de mauvaise gouvernance avec comme corollaire le développement des réseaux criminels organisés et des infractions telles que la traite d'êtres humains, le trafic d'armes et de migrants, la contrefaçon et le commerce d'espèces menacées d'extinction. Face à l'ampleur de ce fléau qui freine le développement économique et social dans le monde, en particulier dans les pays en développement comme le Togo, la communauté internationale a institué en 2005 la date du 09 décembre comme journée mondiale de lutte contre la corruption. Pour marquer la commémoration de cette année, l'ONG Alliance Nationale des Consommateurs et de l'Environnement (ANCE-Togo), le contact national de Transparency Internatio-

nal a organisé à l'hôtel Concorde à Lomé, une conférence à l'intention des Organisations Non Gouvernementales et associations œuvrant dans le domaine de lutte contre la corruption, des membres du Réseau Anti-corruption (RAC-Togo) et des médias publics et privés. M. WIYAO Essohanam, président de la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) a ouvert les travaux, en présence du président du conseil d'administration de l'ANCE-Togo, le Révérend père, Daniel NIPAPE et de son Directeur exécutif, Fabrice Kodjo EBEH.

Le thème retenu par les Nations Unies pour cette édition 2017 est : « Unis contre la corruption pour le développement, la paix et la sécurité », un obstacle aux objectifs de développement durable (ODD). Une problématique pertinente vu le contexte national fortement caractérisé par un certain nombre de scandales de corruption ou de malversations diverses, doublé d'une impunité persis-



Fabrice Ebeh, Directeur exécutif de ANCE Togo

tante et ceci par manque d'adoption d'un projet de loi pour l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption. Il démontre l'impact destructeur de la corruption et la nécessité d'une synergie des acteurs pour la combattre. En effet, la corruption dissipe les ressources publiques, affaiblit les systèmes d'éducation et de santé, ronge la crédibilité nécessaire et la

confiance en l'Etat de droit et les systèmes de justice pénale. Et si elle est préjudiciable à tous, ce sont, en particulier, les groupes pauvres et vulnérables qui en souffrent le plus.

Tout en se félicitant du renforcement progressif de l'éveil et de la veille citoyenne contre la corruption et l'impunité, se traduisant par une forte exigence, non seulement de transparence et

d'exemplarité dans la conduite des affaires publiques, mais aussi d'une lutte implacable contre l'impunité, la soif de justice qui tenaille les togolais étant aujourd'hui plus que jamais manifeste, et des efforts du gouvernement sur les plans législatif et institutionnel, l'ANCE-Togo encourage le gouvernement, les acteurs de la société civile togolaise, les médias et toute la population togolaise à s'unir contre la corruption pour le développement, la paix et la sécurité au Togo, afin de répondre au défi de l'engagement commun et ferme pour lutter contre ce fléau.

Selon, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dans les pays en développement, le montant des fonds soustraits de leur destination par la corruption est 10 fois plus élevé que celui de l'Aide Publique au Développement (APD). Le temps des discours est révolu, il est temps de mener des actions concrètes et ciblées pour stopper cette gangrène.

MESSAGE DE NOUVEL AN DU PRÉSIDENT FAURE GNASSINGBE À LA NATION

“Le dialogue doit rester la voie privilégiée de résolution des désaccords”

Le Togo à l'instar de tous les pays du monde a tourné la page de l'année 2017. Comme en début de chaque année, le président de la République Faure Gnassingbé n'a pas manqué le rendez-vous de s'adresser à ses compatriotes le 03 janvier 2018. Dans un message clair, concis et réaliste, il a évoqué plusieurs sujets d'intérêt national portant sur l'actualité politique, économique et sociale. La crise politique que le pays traverse depuis quelques mois au nom des réformes a été au centre des préoccupations du chef de l'Etat qui a appelé à la tolérance et au dialogue pour dissiper les divergences. Il a par ailleurs insisté sur la nécessité pour tous de redoubler d'ardeur au travail pour booster l'économie facteur d'épanouissement. Pour y parvenir, chacun devra œuvrer à préserver le climat de paix et stabilité qui force l'admiration en Afrique et ailleurs dans le monde. Le gouvernement y veillera pour mettre hors d'état de nuire tous les fauteurs de troubles. Lire l'intégralité du message du chef de l'Etat.

**Togolaises, Togolais,
Chers compatriotes,**

L'année 2017 appartient désormais à l'histoire. Je veux, avec vous, rendre grâce à Dieu pour les grandes réalisations, les réussites et les joies dont elle a été porteuse.

Il convient également de saluer le mérite des braves populations togolaises qui, par leur ardeur au travail et leur dévouement, ont contribué à faire avancer notre pays sur la voie du développement.

Les mois écoulés ont aussi mis notre existence collective face à de nombreux défis. Sans m'appesantir sur les épisodes regrettables que nous avons connus avec les récentes manifestations politiques violentes, j'ai une pensée pieuse pour toutes les victimes. Je veux assurer leurs familles de ma compassion et souhaiter aux blessés un prompt rétablissement.

Pour l'année qui commence, j'adresse mes meilleurs vœux à chacune et à chacun d'entre vous, et à tous ceux qui vous sont chers. Je souhaite pour notre nation une année de grandes réalisations sur la voie de la construction de la destinée commune.

Cette aspiration est à portée de main. Mais elle requiert de notre part un engagement résolu et une détermination sans faille, fondés sur l'amour que nous avons pour le Togo. C'est en faisant appel à la fibre patriotique qui vibre en chacun d'entre nous que je veux ébaucher les perspectives de notre pays en 2018.

**Togolaises, Togolais,
Chers compatriotes,**

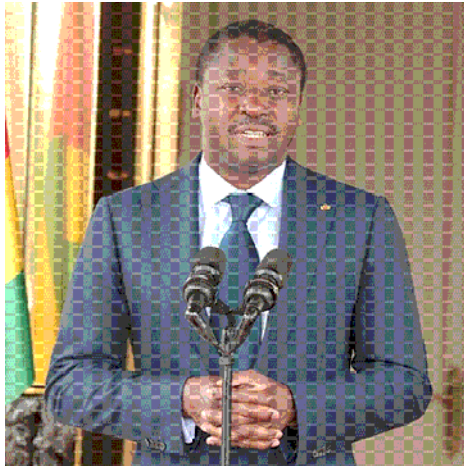
Pour aborder l'avenir, notre meilleur père se trouve dans le bilan des mois écoulés, tant il est vrai, selon une sagesse bien de chez nous, que c'est au bout de l'ancienne corde que se tisse la nouvelle.

L'année 2017 a permis à notre pays d'enregistrer des succès qui méritent d'être reconnus et renforcés en vue d'en élargir la portée et les retombées.

Conformément aux engagements pris, j'ai veillé avec le gouvernement à l'intensification de nos efforts d'assainissement des finances publiques, et un accent particulier a été mis sur la rationalisation des dépenses. Le déficit primaire s'est ainsi amélioré, avec une incidence positive sur la réduction de la dette publique.

L'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens et la diversification des mécanismes de soutien de l'Etat aux couches les plus vulnérables de la population sont restées des préoccupations constantes. Une attention particulière a été portée à l'inclusion sociale à travers des programmes ambitieux et volontaristes, dotés des moyens adéquats. Je considère comme des signaux encourageants le dynamisme observé dans la prise

en charge par les communautés à la base des questions de développement. Il en est de même des premiers bons résultats notés dans le secteur de la santé, quelques mois après l'introduction de la gestion contractualisée dans les structures pilotes d'Atakpamé et de Blitta.



Président Faure Gnassingbé

C'est un travail de longue haleine dont les premiers fruits portent en eux toutes les raisons d'espérer. Il doit être poursuivi inlassablement, en remettant chaque jour l'ouvrage sur le métier et en affinant les interventions étatiques afin qu'elles répondent encore plus et encore mieux aux attentes des uns et des autres.

**Togolaises, Togolais,
Chers compatriotes,**

Si des avancées ont été réalisées dans plusieurs secteurs, l'animation de la vie politique, en revanche, n'a pas toujours été à la mesure de la profonde aspiration du peuple togolais à la concorde et à la paix.

Je voudrais réaffirmer que la cohésion sociale doit rester pour nous tous un objectif cardinal, dont il est tenu compte en toutes circonstances. Les réformes à mener dans le sens d'une amélioration des normes et des cadres existants ne sont pas incompatibles avec le maintien de la paix civile.

Nous avons fait le choix de la démocratie. Il implique une architecture institutionnelle stable, qui se conforte progressivement en s'adaptant aux évolutions légitimes souhaitées par le peuple. Il implique aussi que l'ensemble des acteurs politiques accepte de se conformer aux règles, et d'exercer ses prérogatives dans le respect des droits et libertés de tous les citoyens.

Récemment, la culture du vivre-ensemble, la courtoisie et la fraternité ont souvent été affectées par des attitudes, des postures

et des comportements qui sont aux antipodes de nos valeurs. C'est une situation intolérable et préjudiciable à notre marche commune. Les auteurs responsables d'actes de violence, de destruction et de meurtres doivent être recherchés et soumis aux rigueurs de la loi afin de préserver notre société de ces menaces.

Mais j'ai foi en notre capacité à transcender nos divergences pour faire évoluer le cadre institutionnel et politique, tout en préservant le tissu social. Pour cela, je reste convaincu que l'unique voie de sortie, qui nous permette de retrouver le chemin du progrès reste le dialogue.

**Togolaises, Togolais,
Chers compatriotes,**

Le dialogue doit rester la voie privilégiée de résolution des désaccords entre les acteurs politiques. Par le passé, nous avons réussi à surmonter nombre de difficultés grâce à notre sens de responsabilités.

Je n'ai aucun doute qu'aujourd'hui encore, nous sommes capables d'explorer toutes les voies de la concertation et des échanges d'idées, de dépasser les griefs tenant aux personnes et aux circonstances pour nous élever à la hauteur de ce que notre pays mérite.

Le Togo mérite que chacun d'entre nous lui donne le meilleur. Le meilleur, à mon sens, c'est de valoriser, entretenir et préserver les acquis, puis d'œuvrer à améliorer l'existant en opérant les réformes qui s'imposent, dans le respect des principes de l'Etat de droit et de la démocratie.

C'est dans cette optique, que j'ai pris au mois de septembre dernier l'initiative de proposer à la représentation nationale une révision de la constitution qui limite désormais à deux le nombre des mandats présidentiels et législatifs et qui introduit, pour l'élection du Président de la République un mode de scrutin uninominal à deux tours.

Conformément à notre loi fondamentale, c'est maintenant au peuple togolais tout entier, seul détenteur de la souveraineté nationale, qu'il appartient de se prononcer. Dans l'Etat de droit que nous construisons, nous ne pouvons pas prétendre substituer des voix plus autorisées au suffrage universel.

**Togolaises, Togolais,
Chers compatriotes,**

En 2018, nos concitoyens seront plusieurs fois appelés à décider, par le vote, des grandes orientations de la vie nationale.

L'aboutissement du processus de décentralisation permettra aux collectivités territoriales de se doter de représentants élus à l'issue des consultations locales attendues avec impatience. C'est une excellente occasion pour les nombreux talents, jeunes, femmes et hommes de qualité de se mettre au service de leurs communautés respectives et de la nation toute entière en prenant en main la démocratie et la gouvernance à la base.

L'élection des députés à l'Assemblée nationale constituera également un important rendez-vous démocratique auquel je convie la classe politique et l'ensemble des électeurs à participer dans un esprit constructif.

Suite à la page 4

MARCHES SUCCESSIVES ET REVENDICATIONS INCOHERENTES

La coalition de l'opposition sur une pente glissante

Ibrahim

L'année 2017 a été en partie marquée par des manifestations politiques pour des réformes. Le processus devant aboutir à ces réformes était en cours dans la sérénité lorsque subitement le parti national panafricain (PNP) a bruyamment surgi sur scène pour tenter d'abrégier le mandat présidentiel en cours par un mouvement insurrectionnel. Incapable de faire cavalier seul dans cette aventure risquée le patron du PNP, Tikipi Atchadame a du avoir recours au soutien du chef de file de l'opposition Jean Pierre Fabre avec qui ils ont finalement abouti à une coalition de 14 partis de l'opposition. Depuis le 19 août 2017 l'on a assisté à une vingtaine de marches dont les spectacles dans les rues n'ont rien apporté de positif. La défiance de l'autorité administrative et les violations des normes et réglementations qui régissent les manifestations publiques ont entraîné des dérapages ayant occasionné des per-

tes en vies humaines, des dégâts matériels et un ralentissement des activités économiques. Certain compatriotes en manque de lucidité se sont laissés bernier par des incantations visant à leur faire croire que d'une marche à l'autre, le président Faure Gnassingbé allait abandonner le pouvoir. On a encore à l'esprit la ridicule déclaration de prise de pouvoir prononcée par Jean Pierre Fabre le 7 octobre 2017 à dékon lorsqu'il appelait le président de la République à négocier les conditions de son départ du pouvoir. Ailleurs une telle attitude aurait exposé son auteur et les complices à de poursuites judiciaires pour tentative de renversement des institutions démocratiquement installées. Mais le gouvernement a laissé passer une telle bourde tout en faisant l'effort de contenir les excès de natures à perturber la majorité des Togolais qui ne voudraient pas s'associer au folklore hebdomadaire dans les rues. Plus les marches se succèdent que



Jean Pierre Fabre, Chef de file de l'opposition

des irréductibles finissent par prendre conscience de l'inconstance des leaders de la coalition qui semble faire obstacle à la mise en œuvre des réformes souhaitées. En septembre 2017 alors que le peuple espérait voir les députés faire bloc autour du texte, c'est l'opposition parlementaire qui avait fait obstacle à l'adoption à la majorité convenable du projet de loi du gouvernement qui pourtant prenait en compte les fondamentaux de la constitution de 1992. Le peuple dans sa lucidité prendra sans doute ses responsabilités lors du referendum pour concrétiser ses aspirations.

Contrairement à certains commentaires tendancieux visant à intoxiquer l'opinion, ni le président Faure Gnassingbé, ni l'un de ses collaborateurs n'a pas publiquement exprimé son opposition à la mise en œuvre des réformes. Seulement il faudra éviter le piège de la précipitation. L'anarchie et le chaos n'ont jamais durablement contribué à régler des problèmes politiques. Face à l'échec de la conquête du pouvoir par des méthodes antidémocratiques, Jean Pierre Fabre et ses compagnons n'ont autre alternative que de continuer à tester leur véritable poids politique dans les urnes. La prochaine élection présidentielle sera pour l'année 2020 et plus tôt les législatives en 2018. Concernant les réformes, le pouvoir en place a déjà clairement montré sa disponibilité à s'inscrire sans complexe dans le processus de modification de la constitution pour rendre effective la limitation de mandats présiden-

tiels et des députés, l'option du mode de scrutin à deux tours. Pendant ce temps une frange de l'opposition continue d'adopter des positions ambiguës par rapport ces sujets d'intérêt national. Aujourd'hui les personnes sont au devant de cette opposition sont prises au piège des surenchères verbales et craignent de dire la vérité aux militants ayant cru au miracle. Même le dialogue en vue est un cauchemar pour eux car il leur faudrait réussir un lavage de cerveaux pour échapper à la lapidation. Le dialogue n'est pas un tribunal pour juger et condamner quiconque, mais plutôt un lieu où chaque partie prenante aux discussions est appelée à faire des concessions. Le plus dur alors pour Jean Pierre Fabre et ses compagnons c'est comment faire un rétro-pédalage pour dire aux militants abusés qu'il est irréaliste de chercher à s'asseoir à la place du président Faure avant 2020.

Message de nouvel an du Président Faure Gnassingbé à la Nation

Suite de la page 3

Cette année, le chantier du développement sera poursuivi et les actions intensifiées. Nous continuerons sans relâche de lutter contre les fléaux que sont la pauvreté et la précarité. Le gouvernement reste guidé par la nécessité de conforter la croissance, d'améliorer le partage de la richesse nationale en insistant sur l'inclusion financière et sociale et de mettre les institutions au service de tous les citoyens, sans exclusion.

A cet effet, les filets sociaux seront sensiblement renforcés, notamment en portant le nombre des ménages bénéficiaires des transferts monétaires de 30.000 actuellement à 120.000 durant les trois prochaines années.

La jeunesse togolaise dont le dynamisme et l'engagement doivent être soutenus et accompagnés sera au cœur des interventions de l'Etat. Je demeure persuadé que les solutions les plus pertinentes aux problématiques de l'éducation, de l'emploi et de l'insertion des jeunes sont celles qui sont nourries par leurs propres réflexions et contributions.

Dans les mois qui viennent j'aurai avec eux une rencontre pour débattre des projets que je compte mettre en œuvre. Ils englobent, entre autres, la récompense du mérite scolaire, le renforcement de l'autonomie ou encore l'appui à l'entrepreneuriat. J'envisage par exemple que l'attribution des marchés publics réserve un quota allant jus-

qu'à 20% aux jeunes entrepreneurs et aux femmes, qui bénéficieront par ailleurs de procédures allégées.

Je souhaite que nous engagions un échange fructueux sur l'ensemble de ces questions.

L'accent sera mis sur la qualité de la formation professionnelle car c'est d'elle que proviennent les outils et compétences nécessaires à une réelle participation des jeunes au développement. Dix nouveaux instituts de formation pour le développement seront créés sur les cinq années qui viennent dans les domaines de l'agriculture, de la logistique, du bâtiment, des transports et du numérique.

En matière de santé et de protection sociale, les initiatives seront portées à une plus grande échelle. La gestion contractuelle des structures publiques de santé a fait ses premières preuves ; elle sera étendue dès cette année à d'autres hôpitaux, en commençant par Lomé et Kara. Le gouvernement prendra les mesures idoines pour faire de la couverture assurance une réalité pour les deux millions d'élèves initialement visés. Puis cette mesure sera progressivement étendue à d'autres catégories de personnes.

Au plan de la gouvernance, nous continuerons de soutenir le fonctionnement d'institutions démocratiques fortes qui œuvrent efficacement à la promotion de l'Etat de droit et des libertés individuelles et collectives. Dans le but de parvenir à une justice plus

efficace et moins onéreuse, nous envisageons l'implantation sur l'ensemble du territoire de maisons de justice.

La voie de notre développement doit être bordée par les balises indispensables de la paix et de la sécurité. Nos forces de défense et de sécurité sont en première ligne pour préserver notre pays et assurer à nos populations la quiétude qui seule permet d'envisager les lendemains avec confiance et sérénité. Je voudrais saluer leur mérite et leur dévouement pour poursuivre avec discipline et sérieux la mission républicaine qui est la leur. J'attache de l'importance à une conduite exemplaire et tous ceux qui s'écarteront de cette voie seront passibles des sanctions prévues par la loi.

Mes chers compatriotes,

En faisant le choix du progrès, de la fraternité et de la cohésion, nous parviendrons à exprimer le potentiel de notre pays et à réaliser ensemble le rêve d'une grande nation, prospère et stable.

C'est à cela que je vous convie tous, alors que l'année qui commence nous offre l'occasion de former des desseins salutaires pour notre pays et de nous engager résolument à les réaliser au long des mois qui viennent. Ma confiance est grande que nous en sommes capables.

Je vous réitère mes vœux de bonne et heureuse année.

Dieu bénisse le Togo !

REFORMES ECONOMIQUES DANS L'ESPACE UEMOA

Le Togo enregistre un taux de 62% de mise en œuvre

La Commission de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a passé en revue le 18 décembre dernier à la Salle Entente du CASEF, avec le gouvernement, les résultats de l'évaluation de la mise en œuvre effective des réformes, politiques, projets et programmes communautaires au Togo en présence du ministre de l'économie et des finances, Yaya SANI, de ses collègues de l'enseignement supérieur, du Commerce, de l'agriculture, du tourisme, des transports, du président de la commission de l'UEMOA, M. ABDALLAH BOUREIMA, des experts et cadres du ministère de l'économie et des finances.



Yaya Sani, ministre de l'économie

Tchaa

L'objectif de cette 3^{ème} revue politique annuelle est de partager les conclusions de la revue technique annuelle des réformes, politiques, projets et programmes communautaires au titre de l'année 2017, tenue à Lomé du 30 Octobre au 03 novembre 2017, et au cours de laquelle les équipes techniques du Togo et de la com-

mission ont mis l'accent sur la mise en œuvre des réformes et l'exécution des projets et programmes communautaires, conformément aux décisions de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, outre le point sur les recommandations issues de la revue 2015. Elle a permis d'apprécier les efforts consentis par le Togo dans l'exécution de ces composantes et de po-

ser les bases de discussions sur les difficultés ainsi que les pistes de solutions à envisager afin d'atteindre les objectifs fixés.

« cette revue a révélé une amélioration de l'état général de la mise en œuvre des réformes dans l'Union et plus particulièrement au Togo, avec un taux de transposition de 66% des directives de

l'UEMOA et un taux d'application des textes communautaires estimé à 63% » a indiqué le ministre Yaya SANI lors des travaux, après avoir témoigner toute la gratitude et la reconnaissance du Gouvernement togolais à la Commission de l'UEMOA pour ses efforts dans l'atteinte des objectifs de l'Union en vue d'une meilleure intégration des États membres, gage du développement et du bien-être des populations. Il a aussi précisé qu'à la suite de la revue de 2015, le gouvernement togolais a entrepris un certain nombre d'actions qui ont porté à 87 le nombre des réformes réalisées sur un ensemble de 108 réformes engagées par l'Union, soit un taux de transposition de 81%. Cette performance du Togo cache cependant certaines dispa-

rités dans les domaines vus, à savoir la gouvernance économique et la convergence, le renforcement du marché commun des politiques sectorielles, a, pour sa part, relevé le Président de la Commission, même si le Togo affiche en 2017, un taux moyen de mise en œuvre des réformes satisfaisant de 62%. Ce n'est donc pas le moment de dormir sur ses lauriers. Et le gouvernement doit poursuivre les réformes, et prendre les mesures nécessaires afin d'achever l'implémentation des budgets programmes dans les délais fixés par l'UEMOA.

Cette revue annuelle est un dispositif institué par l'Acte additionnel de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'espace UEMOA, pris à Dakar le 24 octobre 2013.

POUR SOULAGER LES VICTIMES DES MANIFESTATIONS DE RUE

Le CJD et ses partenaires leur apportent des soutiens

Solah

S'il y a une organisation qui est restée active aux côtés des victimes des marches de l'opposition depuis le déclenchement de la crise politique au Togo, c'est bien le Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD). Dès les premières heures, après la première manifestation du 19 août 2017, la coordination dudit collectif à travers une conférence de presse, avait dénoncé les violences exercées par les manifestants sur certains commerçants du grand marché de Lomé et les dommages subis. Les 23, 24 et 25 novembre dernier, le CJD et ses associations affiliés en collaboration avec ses partenaires internationaux, notamment l'association Tata International et l'ONG Savions l'Afrique, étaient encore en tournée dans la région maritime, précisément à Agoè zongo puis à Baguida pour enregistrer les victimes de la manifestation dite de « colère » du 05 octobre 2017, afin de leur apporter un soutien moral et voir dans quelle mesure les soutenir financièrement ou matériellement dans la reprise de leurs activités. Une tournée clôturée par un grand



Une des victimes recevant son enveloppe

meeting de sensibilisation de la jeunesse sur le terrain d'Adéwi sur les valeurs de la non-violence.

Après 3 mois d'actions tous azimuts sur le terrain, les responsables du CJD et les associations partenaires ont dressé le bilan de leurs activités aux médias le 14 décembre dernier à l'Hôtel Concorde à Lomé. Lors de cette conférence de presse, ils ont remis des enveloppes de 100.000 à 300.000 FCFA à un premier lot de victimes, histoire de joindre l'acte à la parole. Au cours de cette rencontre, un visuel documentaire intitulé « l'autre visage des manifestations » a été projeté à la presse et aux invités. Un document rapport des séances avec les victimes a été adressé au Président de la République, à la délégation de l'Union Européenne, aux

ambassadeurs de France, des USA, d'Allemagne et à la représentation du PNUD au Togo, a indiqué M. ADOM Orfée, coordonnateur du CJD. L'objectif est de prouver à ces institutions que la crise politique actuelle entame la cohésion sociale, paralyse l'économie du pays et risque de conduire la nation togolaise à des lendemains incertains. Pour éviter que les populations continuent de subir ce marasme social et économique qui aggrave davantage leur précarité, le CJD et ses partenaires demandent au Président de la République et à toutes ces institutions de prendre des mesures idoines et réalistes afin d'amener les leaders de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition à surseoir aux manifestations de rue pour participer au dialogue annoncé. Enfin, le CJD, ses associations affiliées et les organisations partenaires ont annoncé se constituer en sentinelle de défense des intérêts du Togo pour barrer la voie à toute action de déstabilisation du pays. Le processus de dépôt des plaintes au nom des victimes contre les organisateurs des marches et les auteurs des actes de vandalisme se poursuit.

PRÉFECTURE DU GOLFE

Le budget exercice 2018 en étude

Mohamed

Une collectivité territoriale qui se veut efficiente dans ses actions a nécessairement besoin des estimations annuelles de ses

préfecture, telle que celle du Golfe est l'expression de la vision que ses dirigeants veulent concrétiser. C'est le signe de l'adhésion à la politique de développement participatif impulsée par le



Photo de famille

dépenses et de prévoir les ressources pour les exécuter. Ces prévisions budgétaires constituent ainsi pour une administration, un instrument de pilotage, de planification et de contrôle de ses activités. La préfecture du Golfe, face aux enjeux de l'année 2018 a mis à contribution les secrétaires généraux des préfectures du Golfe et d'Agoè-Nyivé, les autorités traditionnelles, religieuses et militaires, les délégués spéciaux, le trésorier principal, les chefs de divisions et chefs de sections de la Préfecture du Golfe pour des concertations.

L'organisation de ladite session budgétaire vise à faire le point de la gestion de l'exercice 2017, puis analyser et adopter l'avant-projet de budget de l'exercice 2018. Le budget pour une

Chef de l'Etat. Le budget 2018 doit répondre aux directives du ministère de tutelle, à la lettre d'orientation générale sur l'élaboration et l'exécution du budget gestion 2018, sans oublier les mutations en cours, la déconcentration d'Agoè-Nyivé en préfecture et la décentralisation du Grand Lomé en communes.

Le projet de budget de la Préfecture gestion 2018 s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 8.995.898.000 FCFA. Il comprend une partie fonctionnement chiffrée à 4.256.909.261 FCFA et un composant investissement de 4.738.988.739 FCFA destiné à l'acquisition de biens patrimoniaux, aux travaux de bâtiments et ceux de voies et autres réseaux (2.664.812.795 FCFA).

AHMADIYYA DU TOGO

La 10^{ème} Jalsa Salana tenue à Atakpamé

Placée sous le thème « Amour pour tous, Haine pour personne », cette 10^{ème} conférence s'est tenue au Centre culturel d'Atakpamé, du 22 au 24 décembre 2017. Après Notsè et Lomé la capitale, c'est Atakpamé qui a accueilli la 10^{ème} Jalsa Salana (conférence annuelle) dans le cadre de la décentralisation en vue de découvrir d'autres membres et d'autres régions. Une conférence qui n'est pas comme les autres. C'est-à-dire aller danser, acheter ou vendre, mais plutôt permet aux membres de découvrir des lieux que certains ne connaissaient pas, de se retrouver entre frères et sœurs et surtout pour nourrir la foi avec la parole de Dieu. Ceci au moins une fois dans l'année comme l'a ordonnée le fondateur de cette communauté sous les recommandations du Prophète de l'islam. La soirée du vendredi 22 décembre a servi d'enregistrement et d'installation des membres venants de tous les coins du pays. D'habitude répétitive, comme c'est le cas dans l'enseignement, ce 23 à 4 heures, la prière de Tahadjoude a été observée suivie de celle de Fadzri. Un rappel sur l'importance de la prière aussitôt après Fadzri.

Importance des prières obligatoires

Dirigée par le missionnaire Sansamo Jamil, la prière est la relation entre l'homme et Dieu. C'est aussi la clé du paradis. Supposons que nous ayions une rivière au seuil de notre demeure où nous nous baignons 5 fois par jour. Est-ce que nous aurons une saleté sur notre corps ? Non, donc la prière est très importante car, c'est la nourriture de notre âme. Le jour du jugement, c'est de la manière dont nous avons effectué nos prières quotidiennes que nous aurons à répondre d'abord, avant de voir autres œuvres accomplies. Donc faisons beaucoup d'efforts pour accomplir nos 5 prières quotidiennes. Mais ne pas s'arrêter là.

Ouverture

La récitation du saint Coran par le missionnaire **AKARIM Abdourahmane** du chapitre 3 verset 103 à 106 (Al Imran). « O vous

gouffre de feu et Il vous a sauvés. C'est ainsi qu'Allah vous explique Ses commandements afin que vous soyez guidés. Et qu'il se trouve parmi vous un groupe qui appelle au bien, qui enjoigne la justice et interdit le mal. Et ce sont ceux qui prospéreront. Et ne soyez pas comme ceux qui se sont divisés et qui se sont disputés entre eux après avoir reçu des preuves manifestes de la vérité. Et c'est pour eux qu'un châtement rigoureux a été prévu.

Importance de Jalsa Salana (conférence annuelle)

Par la salutation de paix envers tout le monde en commençant par les autorités, le missionnaire **BOLATITO Wahide a abordé** en ces termes : « Le Prophète nous a dit qu'au moins une fois dans l'année, les musulmans doivent se rassembler pour appe-



ler Allah. Dieu descend Sa bénédiction sur ceux-là. Coran chapitre 58 verset 10 (Al Mujâdilah) : Ô vous qui croyez, lorsque vous conférez ensemble en secret, ne conférez donc pas pour commettre le péché et la transgression et pour la désobéissance au



Messenger, mais conférez pour atteindre la vertu et la piété et craignez Allah auprès de qui vous serez tous rassemblés.

Plusieurs sujets ont été abordés d'où nous en allons en quelques mots relater l'importance du sacrifice financier.

A l'occasion de cette 10^{ème} conférence tenue à Atakpamé, le sacrifice financier ne sera pas du reste.

Avant tout, il est à noter qu'aujourd'hui, le monde est frappé par la crise économique et financière. Ceci, malgré l'intelligence des experts économiques et financiers, la crise

s'aggrave, sûrement continuera par s'aggraver dans l'avenir. Car, le système économique du monde actuel est basé sur le profit. Chaque acteur économique cherche coûte que coûte à gagner pour lui seul, ce qui fait que le monde aujourd'hui n'est qu'un monde de théâtre économique et financier. Alors la Zakat qui reste un des piliers de l'islam, sur lequel le saint Prophète (SAW) était très particulier. Cette pratique fut répétée par le Khalife après celui-ci.

La bénédiction des sacrifices financiers

Une chose est certaine, la sincérité envers Allah est très nécessaire c'est par le seul moyen qu'Allah peut nous rendre riches, voir plus riches, car, « Allah élargit les moyens de substance de qui Il veut parmi Ses serviteurs et parfois les lui restreint, assurément Il est Omniscient. Sinon comment voulons-nous qu'Allah élargisse nos moyens, qu'à chaque fois qu'on demande, on dit qu'il n'a rien. Faisons beaucoup d'efforts pour dépenser dans la voix d'Allah nous aurons ses bénédictions.

L'Islam, un vecteur de paix

Cette 10^{ème} conférence a été clôturée en beauté le 24 décembre à 11H 45 par le Président National Irfan **AHMAD ZAFAR**, sur une note de paix. « A cet effet, chacun d'entre vous est ici avec un désir profond que le monde soit rempli d'amour, d'affection et d'amitié. Pour cette raison je sollicite chacun d'entre vous d'œuvrer pour la promotion de la paix à chaque que vous avez l'opportunité avec chacune des personnes que vous avez en contact... Il est essentiel que pour établir la paix dans le monde nous attirions l'attention sur les besoins d'établir des grands principes moraux de qualité... Selon un précepte fondamental de l'islam un vrai musulman ne nuit, ni par sa langue, ni par ses mains à aucune personne qui aspire à la paix... L'islam exige aussi à tous de bannir l'orgueil ou l'arrogance dans leurs efforts



pour renforcer la paix », a-t-il souligné. De cette manière, l'orateur assure que le monde se transformera en un village de paix... De nos jours, la Communauté Ahmadiyya, par le biais de son Leader spirituel fait étendre le message de la paix dans les quatre coins du monde, a martelé M. Irfan Ahmad ZAR. Le départ de chaque membre pour sa localité a été effectué de 13 heures à 17 heures pour libérer le Centre Culturel d'Atakpamé qui a été à l'honneur cette année.

Salam

PRÉSUMÉE «TENTATIVE DE DÉSTABILISATION» DU BURKINA FASO:

L'enquête se poursuit

Au Burkina Faso, l'enquête sur la présumée «tentative de déstabilisation» du pays se poursuit. Depuis l'interpellation de l'ex-ministre de la Sécurité sous la transition, plusieurs personnes ont été entendues et une perquisition a été menée au siège du centre dirigé par le colonel Auguste Barry.

curité du colonel Barry a été perquisitionné. Un centre pourtant présenté comme un laboratoire d'idée et de savoir au service de la paix et de la sécurité régionale. Les noms de plusieurs personnes sont citées dans cette affaire, mais, pour le moment, pas de communication officielle.



Le colonel Auguste Denise Barry

Depuis l'interpellation du colonel Auguste Barry, rien ne filtre véritablement au niveau de l'enquête sur cette affaire de «tentative de déstabilisation» du pays. Plusieurs personnes ont été entendues par la gendarmerie. Le colonel Serge Alain Ouedraogo, ex-chef d'état-major adjoint de la gendarmerie a été auditionné, mais à titre de témoin, selon une source proche du dossier. Il est rentré chez lui après son audition.

Paix et sécurité

Le Centre d'études stratégiques en défense et sé-

Inquiétudes

Plusieurs responsables d'organisation de la société civile qui ont soutenu le gouvernement de la transition durant ses multiples crises avec l'ex-régiment de sécurité présidentielle (RSP) se disent inquiets de la suite de cette affaire.

« Nous ne sommes pas convoqués, mais on entend dire que ceux qui étaient proches du Premier ministre Yacouba Isaac Zida ne sont pas l'abri d'une convocation » nous a confié un membre du M21.

2018, une année très sportive

L'année 2018 sera sans aucun doute riche en événements sportifs. Les Jeux olympiques d'hiver en Corée du Sud et la Coupe du monde de football en Russie seront les deux compétitions majeures de l'année. Sans oublier la finale de la Ligue des champions et le Tour de France.

Après avoir accueilli les JO d'hiver à Sotchi en 2014, la Russie s'apprête à être à nouveau le centre du monde avec le plus grand événement sportif planétaire : la Coupe du monde de football. Du 14 juin au 15 juillet prochain, des milliards de téléspectateurs pourront profiter des 64 rencontres prévues au programme, dans onze villes hôtes et douze stades. La Russie lancera son Mondial le 14 juin à Moscou face à l'Arabie Saoudite. L'équipe de France entrera dans la compétition le samedi 16 juin (12h) contre l'Australie. Depuis 1930, huit nations ont inscrit leur nom au palmarès, dont le Brésil, titré à cinq reprises. L'Allemagne, vainqueur de la dernière Coupe des confédérations, et le Brésil de Neymar seront certainement les deux équipes à battre.

La Russie ne sera pas représentée aux Jeux olympiques d'hiver organisés à Pyeongchang (Corée du Sud) du 9 au 25 février 2018. Au lendemain de l'annonce de la suspension de la Russie, Vladimir Poutine a pourtant déclaré que les sportifs russes ne seraient pas empêchés d'y participer



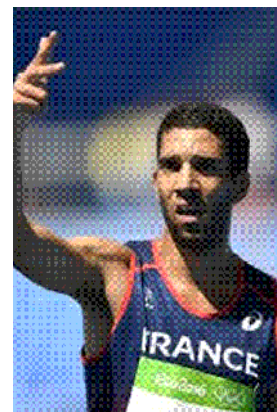
Le Brésilien Neymar

l'équipe olympique tricolore tentera de faire encore mieux. En ski alpin, Alexis Pinturault et Tessa Worley seront les deux meilleures chances de médailles.

En cyclisme, le 105e Tour de France s'élancera de Noirmoutier le 7 juillet et s'achèvera le 29 juillet à Paris. Le Britannique Christopher Froome, membre de l'équipe Sky, tentera de ravir une cinquième édition. Mais le « Kenyan blanc » devra d'ici là se justifier après un contrôle positif au Salbutamol lors du Tour d'Espagne 2017. L'Union cycliste internationale a ouvert une procédure contre le coureur britannique sans être pour autant soumis à « une suspension provisoire obligatoire ». Grande nouveauté : le passage de neuf à huit coureurs sur les grands tours. De quoi donner des courses moins stéréoty-

ments en Écosse le 11 février et au Pays de Galles le 17 mars sont également prévus. Après une traversée du désert sous la houlette de l'ancien sélectionneur Guy Novès, les Bleus sont désormais sous la direction de Jacques Brunel. Dans l'Hexagone, la finale du Top 14 aura lieu le 2 juin au Stade de France.

L'athlétisme sera à l'honneur au milieu de l'été avec cinq jours de compétitions au début du mois d'août, du 7 au 12, lors des championnats d'Europe à Berlin. Le Français Mahiedine Mekhissi (32 ans), triple médaillé olympique, pourrait doubler le 3000m steeple et le 5000m. L'équipe de France voudra



Le Français Mahiedine Mekhissi durant les JO 2016. Fabrice COFFRINI

certainement confirmer les cinq médailles – dont trois en or – récoltées lors des Mondiaux de 2017 à Londres.

La Ryder Cup, la plus prestigieuse des compétitions de golf par équipes, qui oppose les États-Unis à l'Europe, se tiendra pour la première fois en France, sur le parcours du Golf national, du 28 au 30 septembre à Saint-Quentin-en-Yvelines.

En tennis, le premier tournoi du Grand Chelem de la saison, l'Open d'Australie, se jouera du 15 au 28 janvier. Roland-Garros se déroulera du 27 mai au 10 juin. L'Espagnol Rafael Nadal pourra-t-il gagner un onzième titre Porte d'Auteuil ?

La finale de la Ligue des champions de football aura lieu le 26 mai à Kiev en Ukraine. Celle de la Ligue Europa se déroulera en France le 16 mai à Lyon.

Source: Rfi

Lettre de la KOZAH

Hebdomadaire Togolais d'informations, d'analyses et de publicités

Récépissé N° 00389 / 31 / 12 / 09 / HAAC

E-mail: lettredekozah@yahoo.fr
BP. 4869 Lomé-Togo

Contacts: 90 13 34 21 / 22 34 13 45

Directeur de publication
Atcha Tanko

Rédaction: Solime D., Tchaa, Edoh

Infographie: Benjamin K. Tchabi

Imprimerie: La Colombe

Tirage: 2000 exemplaires



Christopher Froome. REUTERS/Franck Faugere/Pool

sous la bannière olympique. Conduite par Martin Fourcade en tant que porte-drapeau, la délégation française comptera bien sûr sa tête d'affiche pour conquérir de nouvelles médailles. Après la moisson historique de Sotchi (quinze médailles, dont quatre en or),

pées, mais aussi renforcer la sécurité du peloton.

En rugby, un an avant la Coupe du monde au Japon, le XV de France tentera de refaire surface lors du Tournoi des VI Nations. Au programme : l'Irlande le 3 février, l'Italie le 23 février, l'Angleterre le 10 mars. Deux déplace-

▶ Pour tout renseignement,
information ou conseil ▼

contacter le centre d'appel
au N° VERT



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg